

# OUTFRONT

Un bulletin d'information axé sur les risques de crédit, d'investissements, politiques  
et commerciaux en Afrique



*Dans cette édition:*

Zoom sur le Nigéria

Dr. Robert Besseling sur les impacts de COVID-19

Un entretien avec Swiss Re

Perspective régionale

Projet phare

ACA dans le secteur de l'énergie

Actualité de l'institution

## En constante innovation pour mieux soutenir l'Afrique

Dans cette deuxième édition, nous nous évertuons à soutenir nos partenaires pendant et après la Covid-19. Nous espérons que cette publication trimestrielle leur fournira des informations utiles pendant et au-delà de la pandémie.

Dans ce numéro, Dr Robert Besseling, analyste renommé du renseignement sur les risques en Afrique et Directeur Exécutif d'EXX Africa, donne un aperçu des impacts potentiels et de la manière dont la pandémie pourrait remodeler le paysage économique dans les prochaines années.

Sur le plan commercial, l'ACA reste engagée à apporter une réponse multilatérale coordonnée à la pandémie de Covid-19. En collaboration avec nos partenaires, notre objectif est de fournir des solutions plus complètes qui tiennent compte du financement, des garanties et des renforcements de crédit pour un bouquet d'options destinées aux pays africains.

Il importe plus que jamais que les organismes régionaux agissent ensemble et veillent à fournir les meilleurs résultats possibles. Dans cette optique, nous restons engagés à collaborer avec les institutions régionales de financement du développement telles que la Société Financière Africaine (AFC), Afreximbank, la Banque Africaine de Développement (BAD) et Trade & Development Bank (TDB), pour ne citer que celles-là.

Nous vivons une période exaltante et nous profitons de cette occasion pour nous réorganiser afin de mieux soutenir aussi bien nos gouvernements membres que nos clients. L'un des domaines de changement sera de faire progresser notre stratégie d'expansion pour nous assurer que nous restons un partenaire solide dans la région.

Au nombre des autres changements cruciaux au sein de l'ACA, nous avons la nomination de notre nouveau

DG, récemment annoncée par le Président du Conseil d'administration de l'ACA. Manuel Moses, un vétéran de l'IFC, prendra ses fonctions le 1er novembre.

De plus, l'ACA renforce son équipe de front, middle et back-office pour faciliter sa stratégie de croissance. Dans le cadre de l'expansion du personnel, l'ACA est en train de procéder à la modernisation de ses bureaux à Dar es Salaam, Kampala et Lusaka, et prévoit aussi d'emménager dans un nouveau siège à Nairobi courant l'année prochaine.

Pour couronner le tout, notre opération de changement de marque est maintenant en plein essor, avec l'inauguration prévue en 2021, lors des célébrations de notre 20e anniversaire. Nous espérons en faire un processus inclusif. Ainsi, notre équipe de communication pourra solliciter la contribution de certains d'entre vous.

Ces initiatives, que l'ACA est en train de mettre en œuvre, devraient nous permettre de redémarrer notre institution afin de nous rendre un partenaire encore plus fort pour nos gouvernements membres, nos clients et les autres partenaires pendant cette période critique.

### **Toavina Ramamonjariisoa, DG par intérim**

*Toavina Ramamonjariisoa a été nommée Directrice Financière de l'ACA en 2011 et ensuite Directrice Générale par intérim en août 2020. Elle a à son actif, plus de 20 ans d'expérience dans les domaines d'assurance et de finance. Avant de rejoindre l'ACA, Toavina était Directrice Financière, Directrice de la Conformité et membre du Conseil d'administration d'un gestionnaire d'actifs basé au Royaume-Uni, avec 1,2 milliards d'euros d'actifs à revenu fixe sous gestion. Elle a aussi occupé le poste de Contrôleur Financier Groupe chez Coface et Auditeur Financier chez Mazars, un cabinet d'audit international- toutes les deux institutions basées en France.*





*Le parc de Murchison, Ouganda*

## A Propos de l'ACA

L'Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique (ACA) est une institution multilatérale panafricaine créée en 2001, ayant pour mandat de faciliter le commerce et les investissements en Afrique. Elle propose principalement une assurance contre les risques politiques, une assurance-crédit et une assurance-caution. L'ACA compte actuellement 29 actionnaires souverains et institutionnels et continue d'élargir progressivement sa base pour accueillir d'autres membres. Elle est notée « A/Stable » par S&P et A3/Stable par Moody's.

L'ACA assure actuellement en moyenne 2% du PIB de ses pays membres, et devrait faciliter d'ici fin 2021, 2 milliards d'USD d'investissements supplémentaires sur le continent.

Au cours du premier semestre 2020, l'ACA a enregistré une augmentation de 31% du bénéfice net par rapport au premier semestre 2019. Cela reflète une courbe de croissance sur pratiquement de dix ans.

[www.ati-aca.org](http://www.ati-aca.org)

## Table de matières

Zoom sur le Nigéria	4
COVID-19 en Afrique – Point sur la situation avec le Dr. Robert Besseling, EXX Africa	6
Perspective régionale – Directrice Générale par intérim de l'ACA	8
Focus sur les partenaires – Entretien avec Swiss Re	11
Description du projet: Soutien crucial aux banques pendant la crise de COVID-19	13
ACA dans le secteur de l'énergie	14
Actualité de l'institution	16
L'ACA dans l'actualité	17
Evénements à venir	18



### Le Nigéria se prépare à “rebondir” après la COVID

Dès le début de la pandémie COVID-19, les experts ont estimé que le Nigeria, la plus grande économie et le pays le plus peuplé d’Afrique, pourrait subir des centaines de milliers de décès et être probablement le pays le plus touché d’Afrique. Après cinq mois de vie sous les affres de la COVID-19, le Nigéria semble avoir esquivé ce sort.

Avec seulement 59 000 cas et 1 000 décès signalés, la réussite du Nigeria en matière de santé publique pourrait être due à une équipe de professionnels de la santé compétente et de carrure internationale, qui a géré avec succès de nombreuses épidémies de maladies infectieuses au fil des ans.

Bien que le Nigeria ait pu contourner un résultat plus lamentable en matière de santé publique, les répercussions économiques se sont avérées plus importantes. Avec une chute simultanée des prix du pétrole, due en partie à une guerre des prix entre la Russie et l’Arabie Saoudite, le Nigeria, une économie dépendante du pétrole, a vu ses revenus provenant des exportations de pétrole brut chuter d’environ 60%,

selon le vice-président du Nigeria, Yemi Osinbajo, lors d’un récent webinaire organisé par «The Africa Report».

Afin de faire face aux impacts économiques, le président Muhammadu Buhari a nommé le vice-président Osinbajo à la présidence du comité de durabilité économique, chargé d’élaborer un plan qui placera le pays sur un chemin de croissance plus durable. Ce plan de 6 milliards d’USD sera financé par des ressources budgétaires et des prêts structurés garantis par la Banque centrale du Nigeria. Une aide financière d’urgence de 3,4 milliards d’USD accordée par le FMI sous forme d’un prêt contribuera également à combler les insuffisances.

Les experts font remarquer que les réformes importantes entreprises par le gouvernement pourraient indiquer que des opportunités commencent à se présenter.

Des analystes du secteur tels que Muyiwa Oni, responsable de la recherche sur les actions en Afrique de l'Ouest chez Stanbic IBTC (Standard Bank Group) et Andrew S. Nevin, associé et économiste en chef, Afrique de l'Ouest chez PwC, voient tous deux, une potentielle lueur d'espoir.

*«À bien des égards, je suis assez optimiste car cette crise a accéléré les décisions relatives à un certain nombre de questions structurelles qui ont entravé le Nigeria au cours de ces dernières années. Par exemple, la politique de subvention des carburants - qui a coûté beaucoup d'argent et n'a pas été très efficace pour aider les personnes à faibles revenus - a été inversée. Les discussions sur les tarifs de l'électricité basés sur le marché au Nigeria portent également leurs fruits. ... Le gouvernement commence à prendre des décisions qui pourraient conduire à une augmentation des investissements et à une croissance économique plus rapide et plus inclusive au Nigeria», a noté M. Andrews lors d'un entretien avec le CDC, l'institution britannique de financement du développement.*

Muyiwa a également indiqué qu'il était important de mettre l'accent sur la manière de stimuler les entreprises locales, en recourant à la Banque Centrale, afin d'octroyer des crédits aux secteurs ayant la capacité d'alimenter la production locale. Il estime que cette initiative pourrait alimenter une plus vaste reprise. *«Au-delà de la crise, il y aura une sensibilisation accrue à l'endroit des secteurs comme celui de l'agriculture et une augmentation des discussions autour de la sécurité alimentaire ainsi que l'octroi de crédits au secteur de la santé, afin de réduire le tourisme médical. Ces domaines pourraient mener à la reprise économique du Nigeria».*

Le plan de reprise des activités comprend :

- des investissements de plusieurs milliards d'USD dans le secteur de l'agriculture dans les 36 États ainsi que des travaux publics et un programme de construction de routes
- un programme de logements sociaux, soit 300 000 nouveaux logements à construire par an

- des centrales solaires pour 25 millions de foyers
- la croissance rapide de la connectivité internet à haut débit à l'échelle du pays pour stimuler la compétitivité commerciale et les services éducatifs
- La campagne "Made in Nigeria" axée sur le secteur manufacturier : chaussures et textiles, céramique, plastique, meubles, fabrication d'acier et matériaux de construction
- l'utilisation des plus grandes réserves de gaz de l'Afrique, la 7e plus grande au monde, comme charge d'alimentation pour l'industrialisation et comme source d'énergie domestique

Ces réformes et l'engagement du gouvernement à mieux reconstruire peuvent également constituer une occasion d'accroître les investissements et la participation du secteur privé.

L'ACA fait de son mieux pour soutenir les banques et ouvrir la voie à une participation accrue du secteur privé. Le Nigeria, l'un des plus récents pays membres de l'ACA, a achevé le processus d'adhésion en août 2020. L'ACA a déjà soutenu des transactions bancaires d'une valeur de 400 MUSD. Ces transactions sont présentées dans la section consacrée au projet phare de ce bulletin. Le soutien de l'ACA permet de libérer des liquidités nécessaires sur le marché et d'aider les PME en aval, qui pourraient être la bouée de sauvetage pour aider le pays à se redresser.

### Sources:

CDC article <https://www.cdcgroup.com/en/news-insight/insight/articles/what-is-the-economic-impact-of-covid-19-in-nigeria/>

Nigeria's Bouncing Back plan with Yemi Osinbajo <https://www.theafricareport.com/41123/bouncing-back-nigerias-post-pandemic-recovery-plan/>

# COVID-19 en Afrique – Point sur la situation

Statistiques du CDC Afrique au 1er octobre 2020

**1 481 225**  
cas

**36 143**  
décès

**1 224 397**  
guérisons

Invité d'honneur: Dr. Robert Besseling,  
Directeur Exécutif, EXX Africa



Le développement du coronavirus en Afrique n'a pas atteint la crise de santé publique calamiteuse que de nombreux analystes avaient initialement prévue, bien qu'il y ait des débats en cours sur l'exactitude des statistiques, la capacité limitée de tests et d'importantes variations régionales. La majorité des analystes conviennent toutefois que COVID-19 n'a pas encore atteint le continent le plus vulnérable du monde et que les prochains mois seront très critiques pour de nombreux pays africains qui doivent faire face à la pandémie.

Dans cette attente, les répercussions économiques des confinements, de la réduction des flux du commerce international et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, provoquent un contrecoup plus important qui met en péril la stabilité politique et la résilience économique de certains des pays les plus

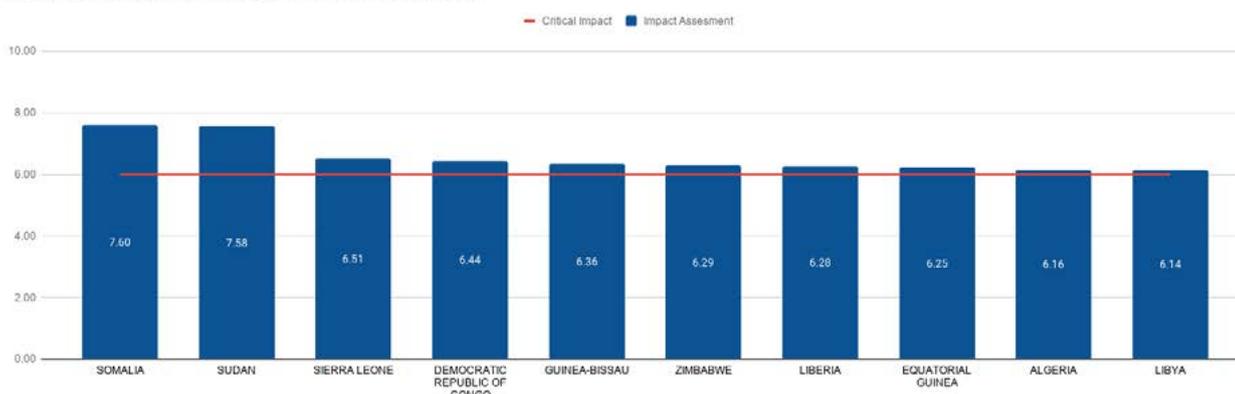
pauvres du monde. Le modèle de classification des risques pays d'EXX Africa, par rapport à leur vulnérabilité prévoit que les États instables, sur le plan économique, comme le Soudan et la RDC ainsi que des États fragiles comme le Sierra Léon, sont confrontés à plus long terme, à des conséquences de la pandémie.

Les institutions multilatérales ont assumé un rôle de premier plan quant au soutien de l'Afrique dans sa réponse à la crise, en mettant rapidement à disposition des fonds pour le secteur public en matière de soins de santé et de relance économique. Les sceptiques traditionnels des institutions de Bretton Woods, tels que l'Afrique du Sud et le Nigeria, ont accepté, sans hésitation, l'aide financière du FMI, bien que celle-ci soit soumise à quelques conditions d'ajustement structurel et de transparence. D'autres grandes économies, comme l'Égypte, semble avoir repris un programme

## Les pays africains les plus exposés à l'impact de COVID-19

### AFRICAN COUNTRIES AT HIGHEST RISK OF COVID-19 IMPACT

Based on proprietary forecasting methodology. All forecasts in the one-year outlook.



Copyright (c) EXX AFRICA. All Rights Reserved.



# COVID-19 en Afrique – Point sur la situation (suite)

officiel avec le Fonds, qui comprend de telles conditions et reprendra les réformes orientées selon les lois du marché.

Toutefois, l'initiative de la suspension du service de la dette du G20 ne suffira pas à éviter une vague de défaillances dans le remboursement des intérêts et du capital vers la fin de 2020 et au-delà. Alors que les recettes publiques se tarissent et que les monnaies locales s'effondrent, des pays comme la Zambie et la République du Congo pourraient rejoindre prochainement, la liste des pays en défaut de paiement des arriérés de longue date à l'instar du Zimbabwe et du Soudan. Pour éviter une telle éventualité, des mesures d'allègement de la dette, beaucoup plus larges, seront nécessaires afin de prendre en compte les créanciers commerciaux et la Chine ; bien qu'une telle perspective semble peu probable dans les conditions actuelles.

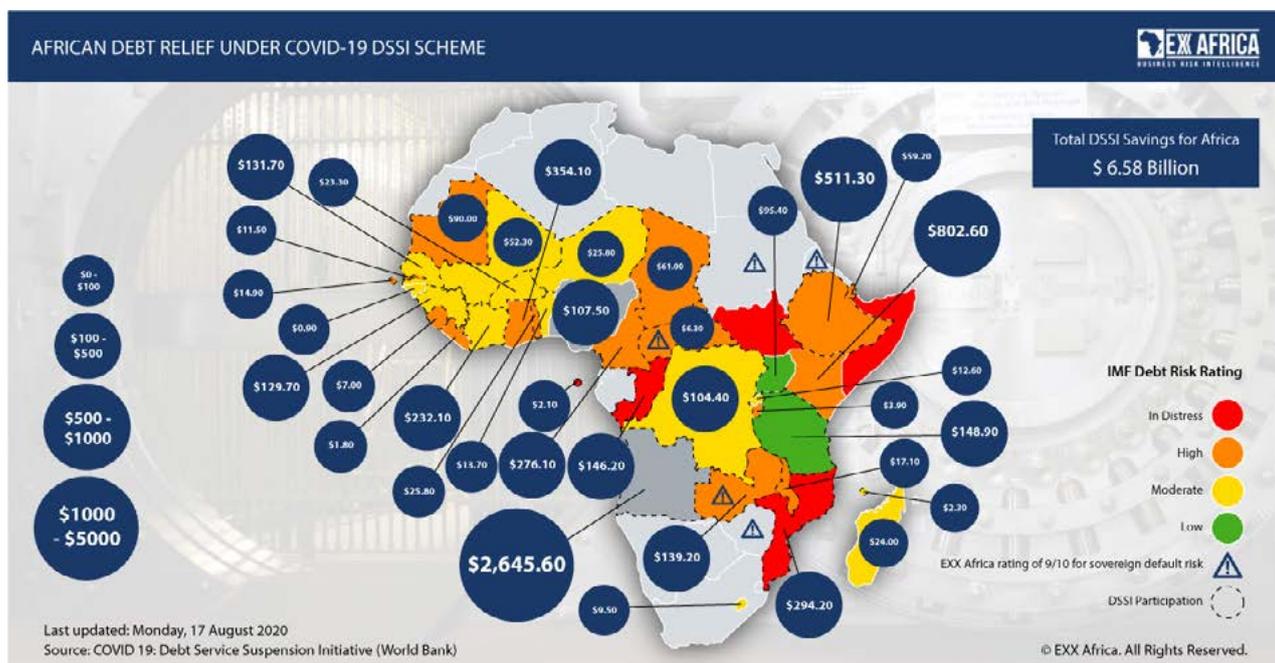
Au-delà de la morosité, l'impact économique de la pandémie sera limité et une reprise rapide demeure probable en 2021 pour certains marchés plus petits et plus diversifiés, notamment le Sénégal, le Bénin et le Rwanda, qui ont depuis longtemps favorisé les investissements étrangers et les réformes.

D'un côté, la présente crise a créé de nouvelles opportunités d'investissement pour certains secteurs, tels que les énergies renouvelables et les soins de santé publique, dont le besoin se fait désespérément sentir depuis longtemps, sur un continent qui prospère grâce au charbon et au pétrole et dont les infrastructures de santé publique sont souvent médiocres. De l'autre côté, les investisseurs étrangers bénéficieront d'un rendement important sur ces projets pour lesquels les gouvernements sont appelés à collaborer afin de s'assurer que les risques politiques sont atténués.

Les plus grandes économies d'Afrique, dont les économies sont moroses et les intérêts bien ancrés, devront également procéder à des réformes. Les institutions étatiques sud-africaines, très endettées, ont besoin d'une réorganisation, tandis que le Nigeria doit procéder à la restructuration de son secteur pétrolier avant de délivrer de nouvelles licences de production.

Le plus important est de savoir à quel point les différents États africains peuvent collaborer pour lutter contre le coronavirus, adopter des réformes économiques et stimuler le commerce intra régional, par la reprise du processus de la mise en place de la plus grande zone de libre-échange au monde. La crise actuelle redéfinira, sans doute, l'Afrique pour les générations futures.

## Allègement de la dette africaine dans le cadre du programme COVID-19 DSSI



### Appui aux entreprises pour mieux gérer les risques dans ce nouveau paysage du COVID

**L'**ACA est bien placée pour fournir des analyses pertinentes en matière de risques potentiels dans la région. Dans cette section, un personnage important de l'ACA nous éclaire sur les défis et les opportunités des marchés africains.

*Toavina Ramamonjisoa, Directrice Générale par intérim de l'ACA, fait le point sur la situation actuelle et les scénarios de risques potentiels auxquels les entreprises de la région peuvent être confrontées.*

*Q: De votre point de vue en tant que DGi, quels sont les changements les plus frappants dans l'environnement des affaires en Afrique, au regard de la pandémie actuelle ?*

La pandémie a profondément changé le mode de fonctionnement des entreprises dans le monde entier, leurs interactions avec leurs clients/partenaires et je dirais - sans pour autant minimiser les conséquences sociales et économiques de la pandémie – tout n'a pas été négatif.

Nous avons constaté des tests réels à grande échelle sur la continuité des affaires. Pour l'ACA la politique de télétravail mise en place depuis mi-mars 2020 a très bien fonctionné, grâce aux technologies disponibles. Nous devons même reconnaître que nous avons gagné en efficacité sur certains processus et avons sans aucun doute, des leçons à tirer de cette expérience.

Au regard de tout ce qui précède, il est à souligner que l'Afrique a un rôle à jouer en termes de technologie et d'innovation, et devrait certainement saisir cette opportunité pour renforcer son secteur technologique. Nous ne devons pas non plus perdre de vue le succès de la plateforme "argent mobile" créée au Kenya, l'un des pays membres de l'ACA, qui propose des services financiers par téléphonie, et qui a depuis été largement



reproduite non seulement sur le continent, mais aussi dans le monde entier.

Mais bien entendu, la technologie ne peut pas tout résoudre. Certains pays dépendent essentiellement d'une source unique de revenus - notamment les économies dépendantes du pétrole ou du tourisme - pourraient être plus gravement touchés et auraient également besoin de plus de temps pour se remettre de cette crise.

La pandémie donne également l'occasion de réévaluer la résilience de nos économies aux chocs extérieurs et de repenser nos modèles en faveur d'économies plus diversifiées.

*Q: Quelle est votre évaluation de l'impact de la Covid-19 sur les marchés boursiers globalement et, qu'en est-il pour l'Afrique ?*

La pandémie de Covid-19 a plongé la plupart des pays en récession, voire en dépression. Compte tenu de la sévérité de cette crise, toutes les principales banques centrales du monde devraient maintenir, pendant un certain temps, des mesures accommodantes afin de soutenir la reprise économique, qui pourrait prendre quelques années.

Par conséquent, il est probable que les taux d'intérêt du marché restent extrêmement faibles à court/moyen terme. Cela, à mon avis, encouragera les investisseurs à revenu fixe à la chasse au rendement, à rechercher des actifs alternatifs, tels que des prêts privés et des dettes. Au cours des dernières années, nous avons constaté une hausse de l'intérêt pour les placements non traditionnels. Cela pourrait même se transformer en opportunité pour l'Afrique.

En supposant que la taille globale des actifs sous gestion soit d'environ 90 000 Milliards d'USD et qu'environ 15% de ce montant soit investie dans des actifs alternatifs, soit 14 000 Milliards d'USD, nous pouvons estimer que si seulement 1% de ce montant peut être canalisé vers l'Afrique, le déficit annuel d'infrastructures du continent sera couvert. Il va de soi que l'Afrique devra attirer ces investisseurs. Sans aucun doute, la crise économique suscite de plus en plus d'inquiétudes quant à l'augmentation des taux de défaillance et nous nous attendons donc à ce que les investisseurs soient beaucoup plus sélectifs en matière de crédit.

Enfin, au-delà de la viabilité de la dette, les investisseurs accordent plus d'attention à la gouvernance environnementale, sociale et d'entreprise (ESE). Si l'ACA peut aider les pays à lever des fonds, les gouvernements peuvent aussi jouer leur partition en démontrant qu'ils peuvent répondre aux exigences des investisseurs.

*Q: Quels sont les risques et les opportunités qui se présentent dans l'environnement actuel de COVID-19 - pour les gouvernements africains et pour ceux qui font des affaires sur le continent.*

Les confinements ont créé un choc de demande négatif touchant fortement de nombreux secteurs, en particulier les secteurs du pétrole et du tourisme en Afrique. Bien que les récentes statistiques relatives à la pandémie semblent encourageantes dans de nombreux pays africains, il est encore trop tôt de dire que la pandémie est derrière nous. Certains acteurs, qui ont jusqu'à présent fait preuve de résilience, pourraient ne pas survivre, en fonction de la durée de la crise et de la rapidité de la reprise économique mondiale. Ainsi, l'on ne pourra exclure la possibilité d'une augmentation des taux de défaillance au sein du secteur privé.

Avant la pandémie, de nombreux pays africains avaient augmenté leur ratio d'endettement en fonction des objectifs de croissance prévus. Une absence de croissance ou même une récession pourrait affecter la capacité de certains pays souverains à rembourser leurs dettes. Ceci dit, nous avons vu le G20 (Initiative de suspension du service de la dette) et diverses banques multilatérales (nouveaux financements), prendre diverses mesures afin de soutenir les économies les plus fragiles.

A l'ACA, nous maintenons notre engagement à collaborer avec les institutions financières régionales de développement afin de consolider nos efforts et soutenir plus efficacement le continent.

*Q: Quelle partition l'ACA entend-elle jouer pour soutenir les investisseurs, les entreprises et les gouvernements pendant la pandémie ?*

Au cours des trois dernières années, l'ACA a aidé un certain nombre de pays à lever des fonds sur le marché

## Perspective Régionale (suite)

privé en jouant un triple rôle :

1. faciliter l'accès aux grandes banques internationales et aux investisseurs pour ses pays membres;
2. fournir des couvertures d'assurance non seulement pour améliorer la qualité de crédit des émissions et les rendre plus attrayantes pour les investisseurs les plus réticents au risque, mais aussi pour optimiser le coût du financement pour les émetteurs souverains; et
3. attirer la capacité de réassurance pour favoriser des montants d'émission plus conséquents et satisfaire autant que possible les besoins financiers des pays.

Dans le cadre de la crise actuelle, nous croyons que de nombreux pays ont besoin de plus de fonds pour en atténuer l'impact économique et pour soutenir la reprise. Bien qu'un certain nombre de banques de développement aient annoncé leur soutien comme indiqué précédemment, il y a un grand besoin de fonds issus du secteur privé;

L'ACA est plus que jamais déterminée à poursuivre son rôle clé dans le but de déployer tout effort supplémentaire en vue d'attirer d'autres types d'investisseurs et d'aider à développer des financements mixtes ou d'autres structures qui pourraient catalyser les flux d'investissement sur le continent.

*Q: Selon vous, à quoi ressembleront l'Afrique et l'ACA dans cinq ans- ? Comment se dessine le paysage économique?*

Les États membres de l'ACA représentent actuellement un tiers des pays africains. L'adhésion à l'ACA a certainement progressé à un rythme très soutenu et on peut espérer que dans cinq ans, elle pourra représenter les deux tiers des pays africains et soutenir leurs projets de développement clés.

En outre, l'ACA a fait preuve, depuis quelques années, de sa capacité à développer des solutions innovantes pour ses pays membres. J'espère vivement que l'un

des prochains nouveaux produits de l'ACA aidera ses membres à renforcer le secteur privé et créer plus d'emplois pour permettre une croissance plus inclusive et plus durable. Nous devons garder à l'esprit que l'Afrique a une population assez jeune à croissance rapide et qu'elle a besoin d'un plan de croissance à forte intensité de main-d'œuvre pour la jeune génération.

Il est aussi important que notre continent dispose d'économies plus diversifiées pour accroître sa résistance aux chocs extérieurs.

*Toavina Ramamonjirisoa a été nommée Directrice Financière de l'ACA en 2011 et ensuite Directrice Générale par intérim en août 2020. Elle a à son actif, plus de 20 ans d'expérience dans les domaines d'assurance et de finance. Avant de rejoindre l'ACA, Toavina était Directrice Financière, Directrice de la Conformité et membre du Conseil d'administration d'un gestionnaire d'actifs basé au Royaume-Uni, avec 1,2 milliards d'euros d'actifs à revenu fixe sous gestion. Elle a aussi occupé le poste de Contrôleur Financier Groupe chez Coface et Auditeur Financier chez Mazars, un cabinet d'audit international- toutes les deux institutions basées en France.*



### Swiss Re s'engage à combler l'insuffisance en matière de protection en Afrique



**Pius Leupi**



**Abdeladim Bouselam**

**L**es partenaires financiers sont la cheville ouvrière du modèle de développement de l'ACA. Qu'ils soient réassureurs ou banques, sans ces alliés importants, nous ne pourrions pas soutenir les gouvernements africains à la même hauteur - en les aidant à obtenir des prêts préférentiels qui se traduisent par une meilleure transparence, en leur offrant une voie vers une meilleure gouvernance et des projets qui répondent aux meilleures pratiques internationales et aux objectifs de développement des gouvernements. Cette section met en lumière certains de ces héros dans l'ombre qui sont essentiels pour aider les gouvernements africains à continuer à aller au-delà des aides.

Dans cette édition, nous vous présentons Swiss Re ainsi que leurs efforts visant à fournir la capacité d'assurance nécessaire pour aider l'Afrique à devenir plus résiliente face aux catastrophes naturelles et autres événements, tels que la pandémie actuelle.

Pius Leupi, Souscripteur en chef des risques crédit, caution et risques politiques et Responsable régional EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et Abdeladim Bouselam Souscripteur principal des risques crédit, caution et risques politiques donnent un aperçu de l'impact de Swiss Re dans le domaine de l'assurance dans la région.

**Q: Quel rôle joue actuellement Swiss Re dans l'espace de la réassurance en Afrique et quels sont vos principaux objectifs ?**

Notre rôle en Afrique est de servir d'amortisseur de chocs pour nos clients, afin de pouvoir accroître la résilience sociétale requise pour combler le vide, en matière de protection. Selon les estimations du Swiss Re Institute, environ 66% de toutes les pertes économiques attribuables aux catastrophes naturelles au cours des dix dernières années n'étaient pas assurées; en Afrique, ce déficit de protection est encore plus significatif.

Il convient de rappeler que le cyclone Idai a donné lieu à une perte économique globale au Mozambique, au Malawi et au Zimbabwe, avec des pertes globales de 2 milliards d'USD, dont seulement 7% étaient assurés, soit un écart stupéfiant de 93%. Notre principal objectif en Afrique est de combler cet immense écart de protection afin de rendre ce continent plus résilient.

**Q: Quelle part de votre activité représente l'assurance contre les risques politiques et commerciaux et que pouvez-vous faire de plus ?**

Au fil des années, notre portefeuille de réassurance dans le domaine de l'assurance contre les risques politiques et commerciaux a évolué afin de soutenir nos partenaires. En Afrique, nous avons octroyé une capacité de couverture à de nombreux projets sur le continent dont l'impact sur le développement est réel. En outre, nous nous engageons à maintenir notre soutien tout au long du cycle.

**Q: Selon vous, pourquoi la réassurance est-elle importante pour les économies africaines ?**

L'industrie de la réassurance est essentielle. Non seulement elle joue le rôle primordial dans l'absorption

## Focus sur les partenaires (suite)

des dégâts causés par les catastrophes, mais aussi elle aide les économies à rebondir plus vite et plus fort. Cependant, pour avoir un impact significatif sur l'ensemble du continent, nous devons renforcer la pénétration de l'assurance. Selon les références mondiales, les économies développées ont un taux de pénétration de 7 à 10% du PIB.

Sur l'ensemble du continent africain, seule l'Afrique du Sud dépasse nettement ce seuil, alors que des pays comme la Namibie, le Zimbabwe et le Maroc le dépassent à peine. Il existe un énorme potentiel pour renforcer la résilience économique et sociétale du continent.

**Q: Quelle est votre collaboration avec l'ACA sur les transactions en Afrique et votre vision de ce partenariat?**

L'ACA a collaboré avec le secteur de la réassurance pour aider ses pays membres à attirer de nouveaux investissements et des capitaux. En tant que partenaire à long terme, nous travaillons en étroite collaboration avec l'ACA pour soutenir certaines de leurs transactions phares. La complexité de certaines transactions exige de mettre un effet de levier sur l'infrastructure existante de l'ACA et les liens étroits dont elle bénéficie avec ses pays membres. Nous partageons une vision commune avec l'ACA, pour soutenir des transactions qui ont un impact positif non seulement sur la vie mais aussi sur les moyens de subsistance de la population, pour une Afrique plus résistante et plus propice aux investissements.

**Q: Quels ont été les plus grands défis dans votre capacité à réassurer les risques en Afrique ?**

L'écosystème requis pour le bon fonctionnement de l'assurance et des partenaires qui sont engagés sur de long terme, est essentiel pour créer un secteur de réassurance/assurance crédible et durable.

**Q: Comment avez-vous réussi à atténuer les défis ?**

La première étape consiste à toujours reconnaître les

spécificités des différents pays d'Afrique. Ensuite, afin d'élargir la couverture d'assurance, nous nous sommes engagés dans une perspective à long terme, mise en œuvre à travers des mécanismes de financement innovants telles que le reprofilage de la dette. Etant donné que les pays du continent ont une notation de crédit inférieure à la qualité d'investissement, le rôle de l'ACA est une pierre angulaire dans ce processus.

**Q: Quel a été l'impact de COVID-19 sur votre portefeuille en Afrique, et plus particulièrement sur votre stratégie dans la région ?**

Nous avons un engagement à long terme envers l'Afrique, et la pandémie n'y a rien changé. Les effets néfastes de la pandémie COVID-19 ont été stupéfiants et déchirants, avec un impact dévastateur sur les individus, les familles et les économies. Swiss Re s'engage à soutenir ses clients et partenaires dans la région par l'intermédiaire d'innovation de produit et de son leadership, et en couvrant les sinistres.

**Q: Quelles sont vos prévisions pour 2021 - à quoi ressemblera le paysage de la réassurance ?**

Nous avons tiré des leçons difficiles et découvert les vulnérabilités sociétales et économiques du monde entier, grâce à cette pandémie. Ces leçons devraient façonner l'avenir de notre secteur, en matière de tarification et, en tant qu'une industrie, nous devrions voir des changements dans la façon dont nous abordons le risque de pandémie. Nous avons compris par cette crise que la nature systémique et l'ampleur d'une pandémie comme celle de Covid-19 est un lourd fardeau pour le secteur de l'assurance. Grâce aux partenariats public-privé, nous avons une occasion unique de renforcer la résilience face aux futures pandémies et aux risques systémiques.



## Appui essentiel aux banques face à la pandémie : L'ACA assure la continuité du financement



Lagos, Nigéria

L'ACA, en collaboration avec les institutions financières de développement régional (IFD) et les banques internationales, continue à apporter son soutien aux banques locales depuis le début des impacts économiques de la COVID-19 en mars. Ainsi, l'ACA veille à ce que les institutions financières africaines continuent de disposer de liquidités en devises étrangères.

Au cours de cette période, l'ACA a couvert des transactions bancaires d'une valeur de plus de 1,5 milliard d'USD dans 11 pays en Afrique.

Le Nigeria, le plus récent pays membre de l'ACA, a bénéficié des transactions des institutions financières couvertes par l'ACA, d'une valeur de plus de 400 MUSD.

En une seule transaction, l'ACA a assuré une partie d'une facilité sous forme de confirmation de lettre de crédit d'une IFD pour un montant de 300 MUSD. Cette facilité a été conçue pour mettre à la disposition des banques africaines des liquidités supplémentaires face à la pandémie. Dans le cadre de ce programme, l'IFD

joue le rôle de garant ou de banque confirmatrice auprès des banques émettrices africaines.

Dans une autre transaction, l'ACA, avec un panel d'assureurs mondiaux, a couvert une partie du prêt d'un prêteur multinational, s'élevant à 95 MUSD pour une facilité de prêt à terme plus important de 750 MUSD à une autre banque nigériane de premier rang.

*«Ces transactions témoignent de la vitalité de la collaboration de l'ACA avec ses partenaires pour apporter des solutions pratiques à un secteur clé pendant la pandémie. Hormis le Nigeria, nous avons également soutenu des institutions financières au Bénin, au Burkina Faso, en Égypte, en Éthiopie, au Ghana, au Mali, au Rwanda, en Tanzanie, au Togo et en Ouganda, et d'autres devraient en bénéficier dans les mois à venir».* A fait remarquer Benjamin Mugisha, Directeur de la souscription d'ACA.



**Type de couverture proposée par l'ACA :** Facilité Régionale de Soutien aux Liquidités (RLSF)

**Projet Soutenu :** Gigawatt Global solar PV, Burundi

**Taille du Projet :** 7,5MW

**Contrepartie du Risque :** Le gouvernement du Burundi et la société nationale d'électricité, Régie de Production et Distribution d'Eau et d'Electricité (REGIDESO)

La Facilité régionale de soutien aux liquidités (RLSF) est une initiative conjointe de l'ACA et de la KfW qui est destinée aux petits et moyens projets d'énergie renouvelable dans les pays membres de l'ACA, qui ont signé un protocole d'accord (RLSF MoU) avec l'ACA.

#### **Mode de fonctionnement:**

Deux contrats sont conclus, (i) l'accord sur les conditions générales d'utilisation et (ii) la lettre de crédit sur demande (Stand-by Letter of Credit - SBLC). La SBLC, qui est en partie une garantie en espèces, couvre sur un certain nombre de mois convenu de commun accord, les obligations de paiement de la REGIDESO, qui peuvent être prélevées par la Société du Projet en cas de défaut de paiement de la part de REGIDESO dans le

cadre de l'accord d'achat d'électricité (PPA).

Les contrats RLSF sont conclus entre l'ACA, la société du projet et Absa South Africa en tant que banque émettrice de la LC. Il convient de noter qu'il n'y a aucune contre-indemnité distincte du gouvernement burundais ou de la REGIDESO exigée par l'ACA.

L'assurance RLSF fournie par l'ACA pour ce projet couvrira les risques de paiement en faveur des partenaires, dont Renewable Energy Performance Platform (REPP) financée par le gouvernement britannique, United States International Development Finance Corporation (DFC) (ex Overseas Private Investment Corporation – OPIC) et le Fonds Inspired Evolution II.

Ce projet solaire de 7,5 MW ajoutera près de 15% à la capacité totale de production d'énergie du Burundi et permettra d'alimenter 87 000 personnes et entreprises

# L'ACA dans le secteur de l'électricité et des énergies renouvelables

en électricité, ce qui réduira considérablement le déficit énergétique du pays, où moins de 5% de la population a accès à l'électricité.

Outre l'impact positif sur le climat, ce projet démontrera également que l'énergie verte peut apporter des avantages économiques puisqu'il est prévu la création de 300 emplois temporaires pendant la phase de construction, et jusqu'à 50 emplois permanents pendant les 25 ans de la phase opérationnelle. Le projet aura d'importantes retombées positives pour le Burundi et cela témoigne du rôle majeur que joue le secteur privé, avec l'appui d'organisations multilatérales telles que l'ACA, dans le renforcement de l'approvisionnement en électricité de l'Afrique, grâce à des énergies renouvelables abordables.

**Citation de Michael Fichtenberg, Directeur Général de Gigawatt Global Burundi SA et Vice-Président Finances et du Développement Commercial de Gigawatt Global Cooperation**

*«Nous avons réalisé ce projet pionnier avec le soutien d'un large spectre du monde du développement, ainsi que des produits financiers innovants utilisés pour la première fois dans ce type de projet», a-t-il déclaré, citant le soutien de RLSF. «De notre point de vue, cela démontre comment l'énergie solaire peut être mise en œuvre dans d'autres marchés en développement, tout en diminuant la dépendance à l'égard des générateurs de diesel coûteux et polluants».*

**Citation de Geoff Sinclair, Directeur Général de Camco Clean Energy, Gestionnaire des Investissements, REPP**

*«L'annonce que le projet Mubuga est passé en phase de construction est un moment historique pour le secteur de l'énergie du Burundi et pour le peuple burundais. Le REPP est très heureux d'avoir soutenu le projet et ses sponsors, Gigawatt Global et Evolution II Fund. Nous sommes particulièrement heureux de nous associer à l'ACA pour offrir une solution innovante d'atténuation des risques pour les producteurs indépendants d'électricité dans la région. Nous félicitons l'ACA pour sa première application de RLSF et nous nous réjouissons de travailler à nouveau avec eux dans l'avenir».*



*Annnonce de la nomination de Manuel Moses comme nouveau DG de l'ACA*

Le Conseil d'administration, à l'issue du processus de recrutement, qui a duré un an, a annoncé aux actionnaires lors de l'Assemblée Générale annuelle virtuelle de l'ACA qui s'est tenue en juillet, la nomination de Manuel Moses comme nouveau Directeur General de l'ACA. M. Manuel Moses, de nationalité zimbabwéenne, apporte 15 ans d'expérience de l'IFC, où il a récemment occupé le poste de Responsable Pays pour le Kenya. Il est titulaire d'un MBA de l'université de Leicester au Royaume-Uni et d'une licence en génie civil de l'université du Zimbabwe. Il prendra ses fonctions le 1er novembre 2020.

*Autres changements provisoires au sein de l'équipe de Direction.*

- Mme Toavina Ramamonjisoa, l'actuelle Directrice Financière de l'ACA occupera le poste de Directrice Générale par intérim, jusqu'à la date d'entrée en fonction de M. Moses.
- Alors que Mme Ramamonjisoa est la DG par intérim, M. Rodgers Siachitema a été nommé Directeur Financier par intérim.
- Elizabeth Mutafungwa l'actuel Experte juridique, a été nommée Conseillère juridique par intérim jusqu'à ce qu'un nouveau Conseiller juridique soit recruté. Ceci fait suite au départ à la retraite de M. Cyprien Sakubu le 31 juillet.

*L'ACA lance son initiative de changement de marque*

En Septembre 2020, l'ACA a lancé son projet de changement de marque aux fins de mieux positionner l'institution dans les années à venir. Elle entend présenter sa nouvelle marque en 2021. Dans cette attente, l'équipe chargée de cette opération envisage de recueillir des commentaires du vaste réseau de partenaires et de parties prenantes de l'ACA, pour garantir un processus inclusif.



## Le secteur privé développe un goût pour le secteur d'électricité africain

Publié le 3 Septembre, 2020 dans le « African Business Magazine »

Selon la BEI, les projets énergétiques en Afrique subsaharienne sont souvent confrontés à des risques de contrepartie publique élevés, réels ou perçus, qui découragent les investissements du secteur privé. L'assurance offre un moyen de se prémunir contre ces risques, ce qui rend les investissements plus attrayants. «L'Africa Energy Guarantee Facility» vise à combler cette lacune, sous la forme d'une initiative de garantie, et devrait jouer un rôle de catalyseur pour débloquer les investissements du secteur privé. La BEI affirme qu'elle a joué un rôle essentiel pour attirer d'autres partenaires et est en voie de catalyser jusqu'à 1 milliard d'USD de capacité de réassurance pour soutenir le financement de projets d'énergie verte.

L'Agence pour l'assurance du commerce en Afrique (ACA), une institution panafricaine qui propose des solutions d'atténuation des risques aux entreprises, aux investisseurs et aux prêteurs désireux de faire des affaires en Afrique, apporte également sa contribution pour aider les programmes énergétiques à attirer les investissements.

« Au cours des dernières années, nous avons, dans une large mesure, renforcé nos capacités dans le secteur de

l'électricité en partenariat avec des IFD européennes telles que la BEI et la KfW, en offrant notre assurance contre les risques politiques traditionnelle au profit des capitaux propres et des dettes dans les projets ainsi qu'une couverture des liquidités», explique M. Obbie.

Selon M. Obbie, bien que la couverture en liquidités soit une condition essentielle pour les investisseurs qui s'intéressent aux projets d'énergie en Afrique, le PRI est aussi une composante essentielle.

«La plupart des projets d'électricité en réseau sont structurés de manière à ce qu'ils fournissent exclusivement de l'électricité à une utilité public. Toutefois, la plupart des sociétés d'électricité publiques n'ont pas de profils de crédit très favorables. Ainsi, en fournissant une couverture de liquidité, cela nous permet de combler cette lacune et de couvrir certains risques de non-paiement»

Plus d'informations sur:<https://africanbusinessmagazine.com/africa-energy-yearbook-2020/private-sector-acquires-a-taste-for-african-power/>



### GTR Africa 2020, événement virtuel : Du 20 au 23 octobre

Le Global Trade Review (GTR) accueille cet événement annuel de premier plan, en matière de commerce et de financement des exportations pour l'Afrique subsaharienne. Ce nouveau format virtuel offre une couverture complète du marché et des connexions industrielles, à travers un mélange de contenu diffusé en direct et pré-enregistré et la possibilité des séances de réseautage.

Entièrement soutenus et approuvés par les principales institutions financières africaines, les IFD, les multilatérales et divers gouvernements, les participants pourront profiter des opportunités qui s'offrent pour nouer des contacts avec une audience plus large pour faire des affaires dans «la nouvelle norme».

Pour en savoir plus, consultez :

[jando@gtreview.com](mailto:jando@gtreview.com) ou

<https://www.gtreview.com/events/virtual/gtr-africa2020/>



### Africa Energy Forum: du 20 Octobre au 13 Novembre

L'ACA est sponsor et intervient en tant que « Speaker » lors du Forum énergétique « Africa Energy Forum » (AEF), une conférence mondiale sur les investissements et salon d'exposition pour les secteurs de l'énergie, des infrastructures et de l'industrie en Afrique. Cette année, l'aef en partenariat avec l'African Utility Week & POWERGEN Africa et avec Oil & Gas Council's Africa Assembly, organise un événement majeur pour le continent africain, «Digital Africa Energy Festival» qui se déroulera en ligne pendant un mois.

Pour en savoir plus, consultez :

[Marketing@energynet.co.uk](mailto:Marketing@energynet.co.uk) ou

[www.africa-energy-forum.com](http://www.africa-energy-forum.com)



### Table ronde annuelle virtuelle de l'ACA sur les risques d'investissement et de commerce en Afrique: le 1er décembre 2020 à 1400hrs (Heure de l'Afrique de l'Est)

Nous transformons notre événement annuel en une expérience virtuelle. Cet événement virtuel fournira des informations précieuses sur les risques actuels en matière d'investissement et de commerce dans la région, tout en offrant au secteur privé une plate-forme pour dialoguer avec les décideurs gouvernementaux. Puisque les normes continuent d'évoluer en raison de la pandémie, la façon dont nous menons nos affaires et les risques encourus devraient également changer. Cette année, notre thème ira au-delà de la COVID, pour discuter des opportunités émergentes après la COVID-19.

Pour en savoir plus, consultez :

[sherry.kennedy@ati-aca.org](mailto:sherry.kennedy@ati-aca.org) ou

[events@ati-aca.org](mailto:events@ati-aca.org)



## Portée mondiale. Capacité Financière. Impact Réel.

Nous fournissons des solutions d'assurance contre les risques d'investissement et de crédit, dans le but de réduire le coût des activités commerciales en Afrique. Notre objectif principal est d'aider à accroître les investissements dans nos pays membres africains en réduisant les risques, réels et perçus.

### Nos offres

#### Assurance risque politique/Assurance-investissement

Cette police protège contre toute action ou inaction d'un gouvernement qui aurait un effet négatif sur les entreprises ou les investissements.

#### Assurance-crédit commercial

Cette assurance couvre les risques de non-paiement ou de retard de paiement à un fournisseur de biens ou de services par un acheteur public ou privé ou un emprunteur.

#### Cautionnements/ contre-garanties

Cette assurance fournit des cautions de soumission, de restitution d'avance, de bonne exécution, douanière et de stockage.

#### Garanties des acheteurs pour les projets énergétiques

Cette police protège contre le non-respect des obligations souveraines par un service public.

### Membres actuels et actionnaires

L'adhésion est ouverte à tous les pays membres de l'Union africaine, aux États non africains, aux institutions régionales et internationales ainsi qu'aux sociétés privées.

#### Pays membres africains

- Bénin
- Burundi
- Côte d'Ivoire
- République Démocratique du Congo
- Ethiopie
- Ghana
- Kenya
- Madagascar
- Malawi
- Niger
- Nigéria
- Rwanda
- Sud Soudan
- Tanzanie
- Togo
- Ouganda
- Zambie
- Zimbabwe

#### Pays non-membre africain

- L'Inde (Représentée par Export Credit Guarantee Corporation of India - ECGC)

#### Membres Institutionnels

- Banque Africaine de Développement (BAD)
- African Reinsurance Corporation (Africa Re)
- Atradius Participations Holding
- Chubb
- Kenya Reinsurance Corporation (Kenya Re)
- SACE SpA
- The Common Market of Eastern and Southern Africa (COMESA)
- The PTA Re Insurance company (Zep Re)
- Trade & Development Bank (TDB)
- UK Export Finance (UKEF)



### SIEGE DE L'ACA AU KENYA

Kenya Re Towers, 5ème étage, Off Ragati Road, Upperhill

Adresse postale: 10620, G.P.O. 00100, Nairobi, Kenya

Tél. (+254) 20 272 6999 / 271 9727

Portable. (+254) 722 205 007

Courriel. [info@ati-aca.org](mailto:info@ati-aca.org)

### CÔTE D'IVOIRE

Abidjan, Côte d'Ivoire

Portable: (+225) 77 571 448

Courriel: [cotedivoire@ati-aca.org](mailto:cotedivoire@ati-aca.org)

### BUREAU RÉGIONAL POUR L'AFRIQUE AUSTRALE

Lusaka, Zambie

Tél: (+260) 211 227 745

Portable: (+260) 978 778 545

Courriel: [zambia@ati-aca.org](mailto:zambia@ati-aca.org)

### TANZANIE

Dar es Salaam, Tanzanie

Tél: (+255) 22 260 1913 / 1938

Portable: (+255) 782 390 531

Courriel: [tanzania@ati-aca.org](mailto:tanzania@ati-aca.org)

### OUGANDA

Kampala, Ouganda

Tél: (+256) 312/393 908 999

Portable: (+256) 776 966 900

Courriel: [uganda@ati-aca.org](mailto:uganda@ati-aca.org)

### BUREAU RÉGIONAL DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Cotonou, Bénin

Courriel: [benin@ati-aca.org](mailto:benin@ati-aca.org)